

IAA
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 22/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DE LANGOLEN

Pont Ar Stang
29510 Langolen

Références : -
Code AIOT : 0052901389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement PISCICULTURE DE LANGOLEN implanté Pont Ar Stang 29510 Langolen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DE LANGOLEN
- Pont Ar Stang 29510 Langolen
- Code AIOT : 0052901389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation piscicole relevant de la rubrique 2130-1 autorisée par arrêté préfectoral n°88/2019/AP du 26 novembre 2019 pour une capacité de production de 700 tonnes/an.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Contrôle et surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 8.4	Demande d'action corrective	6 mois
10	Indice biologique diatomées	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.6	Demande d'action corrective	2 mois
12	Transmission des informations de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.9	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 article 2.1.1	Sans objet
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 3	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 3-3	Sans objet
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 3.4	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 4.1	Sans objet
7	Débit réservé et caractéristiques de la prise d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 2 - article 2.1	Sans objet
8	Enregistrement du fonctionnement du dispositif	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 2 - article 2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de respect du débit ...		
9	Procédure de gestion de l'ajustement de la distribution d'aliment a...	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 3.2	Sans objet
11	Suivi du dispositif de traitement des boues	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.7	Sans objet
13	Méthodes des mesures	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Demandes d'actions correctives formulées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 article 2.1.1			
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative			
Prescription contrôlée :			
rubrique	nature des activités	capacité maximale	régime ICPE
2130-1	pisciculture en eau douce	700 tonnes / an	Autorisation
4725-2	oxygène liquide	11 tonnes	Autorisation
Constats :			
<p>Suite à la réalisation des travaux de modernisation de la pisciculture ayant nécessité la mise en assèchement des bassins, les premiers poissons ont été remis dans la pisciculture en novembre 2023.</p> <p>Sur l'année 2024, la production totale s'élève à 246 tonnes avec une distribution d'aliment de 309 tonnes.</p> <p>L'objectif de production de l'année 2025 est d'environ 350 à 400 tonnes. A la date de l'inspection, l'exploitant estime le stock de poissons présents à 253 tonnes</p>			

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 3
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Des modifications ont été apportées à la pisciculture par rapport au dossier d'autorisation environnementale ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 26/11/2019. Un dossier de porter à connaissance a été déposé le 12/02/2024. En attente de la réponse à la demande de complément (courriel du 17/12/2024 + relance du 30/04/2025)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - transmettre les élément de réponse aux courriels sus-mentionnés (délai 1 mois)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 3-3
Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses, polluantes ou combustibles et de poussières. Toutes dispositions sont prises dans les locaux pour empêcher en permanence l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction
Constats : L'ensemble de l'établissement est maintenu propre et correctement entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, accident
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de la quatrième partie du Code du Travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant indique qu'un contrôle des installations électriques a été réalisé par le cabinet APAVE le 22/07/2025. Il indique que la totalité du contrôle n'a pas pu se dérouler sur une journée et qu'une demi-journée supplémentaire est nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le compte-rendu du contrôle (délai 1 mois)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, accident
Prescription contrôlée : Le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un point d'aspiration de type PENA (Point d'Eau Naturel ou Artificiel) d'un volume de 999 m° : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et des lieux présentant des risques spécifiques (réservoir d'oxygène, groupe électrogène, hangar d'exploitation), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Un extincteur à poudre 9 kg est positionné à proximité du réservoir à oxygène. Un extincteur à poudre 9 kg est positionné à proximité de la cuve de fioul et du groupe électrogène. - Un extincteur à poudre & Kg est positionné à proximité de l'armoire électrique générale basse tension. - d'un dispositif d'alerte des services d'incendie et de secours, en cas de départ de feu non maîtrisé : - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement et au moins selon les indications du constructeur du matériel.
Constats :

L'exploitant indique que les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) ont réalisé une visite de l'établissement depuis la mise en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le compte-rendu de visite du SDIS (délai 1 mois)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle et surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 1 - article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques
Prescription contrôlée : Une mesure acoustique de contrôle est effectuée avec calcul des émergences lors de la première année de pleine production, par un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Le délai de réalisation ne peut excéder 3 ans à compter de la notification du présent arrêté. En cas de dépassement, l'exploitant est tenu d'en rechercher les causes et de prendre les mesures nécessaires pour y remédier.
Constats : Des mesures acoustiques ont été réalisées le 18/07/2025 par le cabinet Delhom Acoustique en période normale d'activité. L'exploitant a transmis le compte rendu des mesures (rapport n°R33250734-TL). Ce rapport montre : - des mesures de niveau sonore nocturne non-conformes pour les deux points définis en limite de propriété ; - des émergences non-conformes en période diurne (ZER2) et en période nocturne (ZER2 et ZER3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Identifier et traiter les sources de bruits, objet des non-conformités - Réaliser de nouvelles mesures acoustiques afin de s'assurer de l'efficacité des mesures prises
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Débit réservé et caractéristiques de la prise d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 2 - article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit minimum à maintenir au droit de la prise d'eau est égal au 1:10^e du module interannuel calculé à 2,54 m³/s, soit à 204 Ljs.</p> <p>L'ouvrage de répartition des eaux est équipé d'un dispositif permettant le respect en permanence du débit réservé. Lorsque le débit du cours d'eau au droit de la prise d'eau est inférieur au 1/10^e du module interannuel, le rejet en eau de la pisciculture est effectué en amont immédiat de la prise d'eau. Ce dispositif de rejet fait l'objet d'un descriptif détaillé, avec un plan coté, qui est transmis au préfet dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux sont réalisés dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. En outre, l'ouvrage de répartition des eaux est équipé d'un dispositif permettant de mesurer, de manière instantanée, le débit dérivé et le débit du cours d'eau. Il peut s'agir d'une échelle d'une échelle limnimétrique et une courbe de tarage associée ou d'un autre dispositif équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ouvrage de répartition des eaux est situé environ 250 m en amont de la pisciculture sur l'Odet. L'ouvrage maçonné dispose d'une échancrure permettant le rejet d'un débit minimum pour alimenter la passe à poissons.</p> <p>En période de recirculation, un débit d'environ 100 l/s issu de la pisciculture est rejeté gravitairement au niveau de l'ouvrage de prise d'eau afin d'augmenter le débit transitant par la passe à poissons et dans le tronçon court-circuité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Enregistrement du fonctionnement du dispositif de respect du débit ...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 2 - article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de pompage qui permet de s'assurer du respect du débit réservé, prévu par l'article 2.1. fait l'objet d'un enregistrement de la durée de fonctionnement sur un rythme journalier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le logiciel de pilotage de la pisciculture. Le débit de l'Odet au droit de la prise d'eau est estimé à part du débit constaté à la station hydrométrique de Tréodet (commune d'Ergué-Gabéric) et est enregistré. Le débit réservé est calculé par soustraction entre le débit du cours d'eau au droit de la prise d'eau et le débit entrant. Ces différents débits sont enregistrés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Procédure de gestion de l'ajustement de la distribution d'aliment a...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité d'aliment distribuée est adaptée en permanence pour garantir le Bon Etat des eaux en</p>

<p>aval immédiat du rejet.</p> <p>Elle détermine la quantité maximale d'aliment à distribuer en fonction des conditions de débit de l'Odét et est appliquée toute l'année.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le logiciel de pilotage de la pisciculture qui comporte un calcul de la quantité d'aliment à distribuer. Le débit de l'Odét au droit de la prise d'eau est estimé à part du débit constaté à la station hydrométrique de Tréodet (commune d'Ergué-Gabéric).</p> <p>L'exploitant ajuste la quantité d'aliment à distribuer à partir du débit du cours d'eau, de la température et du comportement des poissons.</p> <p>La quantité d'aliment distribuée est enregistrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Indice biologique diatomées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux mesures de l'indice est réalisée sur le cours d'eau par un organisme indépendant accrédité IBD, entre le 1er juillet et le 31 octobre. Les conditions de suivi doivent respecter la norme NFT 90-354 du 23 avril 2016 relative à la qualité de l'eau, échantillonnage, traitement et analyse de diatomées benthiques en cours d'eau et canaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que ces mesures n'ont pas été réalisées en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser deux campagnes de mesures de l'IBD (amont/aval) avant le 31 octobre 2025 - Transmettre et commenter le résultat des mesures IBD dans le bilan annuel (voir point de contrôle n°12)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Suivi du dispositif de traitement des boues

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un enregistrement du volume de boues produites est réalisé. Chaque envoi de boues, à des fins de traitement, est accompagné d'un document réglementaire précisant le code déchet, la quantité et la destination.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets correspondants à l'expédition des boues sèches depuis le début de l'année 2025, pour une quantité d'environ 53,5 tonnes.</p> <p>Les boues sont prises en charge sur le site de la pisciculture par le prestataire PAPREC pour être traitées en méthanisation sur l'établissement de méthanisation ENGIE-BIOZ de Quimper.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Transmission des informations de l'auto-surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> les résultats du suivi IBD et des analyses 24 heures, montrant un impact sur le milieu récepteur en aval de la pisciculture : dès réception du rapport de l'étude hydrobiologique ou du rapport d'analyse, montrant cet impact ; les données enregistrées de l'auto-surveillance : l'ensemble des informations et résultats, sous la forme d'un bilan annuel synthétique une fois par an, au plus tard le 15 février de l'année N+1. <p>Ce bilan annuel présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une synthèse des résultats d'analyses d'auto-surveillance complétée par les informations suivantes concernant le jour du prélèvement : le stock en place, la quantité d'aliment distribuée, le débit traversier, ainsi que, lors des dépassements de seuils de qualité des rejets, les actions mises en place. la quantité annuelle d'aliment distribuée présentée par mois et une copie de la fiche technique de l'aliment, la quantité justifiée de biomasse produite, les dates et volumes de boues enlevées destinées au compostage (boues séchées et boues concentrées).
<p>Constats :</p> <p>Les mesures IBD n'ont pas été réalisées en 2024.</p>

<p>L'exploitant a transmis le 02/07/2025 un tableau de suivi des données d'auto-surveillance sur les paramètres O₂, température, pH, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻, MES et DBO5. Le tableau comporte les informations sur les débits et la quantité d'aliment distribué le jour de l'analyse.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de bilan de fonctionnement d'auto-surveillance consolidé, comportant notamment les résultats du suivi biologique (IBD).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le bilan annuel comportant l'ensemble des éléments demandés à l'échéance du 15/02 de l'année n+1</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 13 : Méthodes des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, mesures d'auto-surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les méthodes et matériels utilisés pour l'auto-surveillance doivent permettre en toute circonstance d'obtenir des mesures dont l'incertitude reste compatible avec les valeurs limites définies au point 5.</p> <p>Pendant la période de recirculation, le préleveur est maintenu en fonctionnement, permettant de disposer en permanence d'un échantillon 24h, qui doit être conservé pendant 48h00.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique l'impossibilité technique de conserver un échantillon prélevé pendant une durée de 48h comme demandé dans l'alinéa 2. Le suivi aval est réalisé sur une parcelle distante de la pisciculture et n'appartenant pas à l'exploitant.</p> <p>L'inspection indique que l'article sera corrigé dans l'arrêté complémentaire en préparation suite au dépôt du dossier de porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>